



Marché n° 2020 – AO – 03

« FOURNITURE DE MATERIELS DE TELEMETRIE : TECHNOLOGIE RFID »

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE CONCLU SELON LA PROCEDURE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires du code la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019

(Articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-5, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14)



Date et heure limites de réception des offres

Mercredi 29 avril 2020 à 12h

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.2. PROCEDURE	3
1.3. FORME ET ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE	3
1.4. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
1.5. CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	4
ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ÉVENTUELLES (P.S.E).....	4
2.2. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.3 MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT	5
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.1. CONTENU	5
3.2. RETRAIT	5
3.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4.1. PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE	7
4.2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE.....	7
ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION	8
5.1. SELECTION DES CANDIDATURES	8
5.2.1. Critères	8
5.2.2. Méthode de notation	9
5.3. SUITES DE L'EXAMEN DES OFFRES	9
ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 7 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
7.1. Modalités relatives à la remise des offres par voie dématérialisée	10
7.2. Modalités relatives à la copie de sauvegarde	11
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS	12
8.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	12
8.2. RENSEIGNEMENT SUR LE PROFIL ACHETEUR	12
8.3. PROCEDURES DE RECOURS.....	12
ARTICLE 9 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

Le présent accord cadre a pour objet la fourniture de prestations et matériels de télémétrie : technologie RFID».

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

1.2. Procédure

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-3, R. 2161-4, R. 2161-5 Code de la commande publique.

1.3. Forme et allotissement de l'accord-cadre

1.3.1 Forme et caractéristiques de l'accord-cadre

Le marché est un accord-cadre à bons de commandes. Conformément à l'article R. 2162-2 alinéa 2 du Code de la Commande publique, l'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il sera exécuté au fur et mesure de l'émission des bons de commande, selon les stipulations des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il concernera les prestations énumérées dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

Le présent accord-cadre est sans minimum avec un maximum de 200 000 euros H.T sur la durée totale de l'accord-cadre.

La ventilation suivante prévue par lot est une estimation et n'est pas contractuelle :

- Lot 1 : Marques de type PIT (marque passive) : Maximum 40 000 euros H.T ;
- Lot 2 : Dispositif de détection mobile, accessoires et pièces détachées : Maximum 60 000 euros H.T ;
- Lot 3 : Dispositif de détection fixe : Maximum 100 000 euros H.T.

1.3.2 Allotissement

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

Lot N°	Intitulés lots séparés
Lot 1	<u>Marques de type PIT (marque passive)</u>
Lot 2	<u>Dispositif de détection mobile</u> (antenne, lecteur mobile), accessoires et pièces détachées
Lot 3	<u>Dispositif de détection fixe</u> (coffrets de détection, alimentations électriques, accessoires et pièces détachées)

Le contenu desdits lots est précisé dans le cahier des clauses particulières (CCP) ainsi que dans la pièce financière.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs des lots. Cependant, un dossier de candidature et d'offre devra être remis pour chaque lot. Un même candidat pourra être attributaire d'un ou plusieurs lots.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

1.3.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu pour une durée de 1 an ferme à compter de la date de notification ou à compter de la date de notification respective à chaque lot.

Pour chaque lot, l'accord-cadre est reconductible 3 fois tacitement par période d'un an chacune, sans que sa durée totale puisse excéder 4 ans.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, en cas de silence du pouvoir adjudicateur, le présent accord-cadre sera reconduit automatiquement.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire un ou plusieurs lots de l'accord-cadre, par la voie d'un courrier recommandé avec avis de réception, trois (3) mois avant sa date anniversaire **(date de notification propre à chaque lot)**.

1.4. Nomenclature communautaire

La classification principale, conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est :

Numéro du lot	Code CPV	Dénomination du code CPV
Lot 1	32441000-6	Matériel de télémétrie
Lot 2	32440000-9	Matériel de télémétrie et équipement terminal
Lot 3	32441100-7	Système de surveillance télémétrique

1.5. Conditions de participation

Les candidats peuvent répondre seul ou sous la forme d'un groupement d'opérateurs économique.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, aux attributaires de l'accord-cadre.

Les pièces devront mentionner le mandataire et la forme du groupement **(conjoint ou solidaire)**.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Pour chaque lot, conformément à l'article R. 2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du présent accord-cadre sauf dans les cas cités par ce même article.

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Variantes et Prestations Supplémentaires Éventuelles (P.S.E)

Les variantes et les prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E) (*ex-options*) ne sont pas autorisées.

2.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours (soit 6 mois)** à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 Modalités essentielles de paiement et de financement

a) Modalités essentielles de paiement

Les prestations seront réglées :

- **Par des prix unitaires**, fixé par un bordereau des prix unitaires (**B.P.U**) selon les stipulations de l'acte d'engagement

b) Modalités essentielles de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :

- Fonds propres de l'Office Français de la Biodiversité (O.F.B) à hauteur de 100%

Les sommes dues aux titulaires de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.4 Caractère renouvelable de l'accord-cadre

Il s'agit d'un marché renouvelable après remise en concurrence.

Il pourra être amené à faire l'objet d'un renouvellement sauf modification des missions de l'OFB par le législateur.

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION

3.1. Contenu

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation (RC) ;
- l'acte d'engagement (ATTRI 1) propre à chaque lot et son annexe financière, le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) propre à chaque lot ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) ;

3.2. Retrait

Les candidats doivent retirer le DCE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence du marché : 2020-AO-03

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Dans l'hypothèse où les candidats acceptent de s'identifier, ils peuvent compléter, en ligne, un formulaire d'identification où ils précisent : le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents*, une adresse courriel permettant de façon certaine une correspondance électronique*, le N° SIREN de l'entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse postale.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en application de l'article 1 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, en cas d'identification préalable au téléchargement, seules les deux premières rubriques (signalées ci-dessus par un *) sont exigibles (nom de la personne physique chargée du téléchargement et adresse électronique valide). Les candidats ne souhaitant pas communiquer les autres informations précitées (numéro de téléphone, etc...) ne sont pas tenus de renseigner les autres champs.

L'inscription de ces éléments permet de façon certaine une correspondance électronique et ainsi le respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

☒ .zip/.rar
☒ .doc, .xls, .pdf

Les candidats ne supportent aucun autre frais que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur internet (type « internet explorer » version 6 ou supérieure ou « firefox » version 1.5 ou supérieure), et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus.

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Retrait des DCE sous format papier

Les dossiers de consultation ne peuvent pas être retirés dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support papier ou sur support physique électronique ne sera satisfaite.

3.3. Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **7 jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de **7 jours**, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au dossier de la consultation sont publiées sur la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Il est également précisé, que les candidats ne peuvent pas modifier les pièces contenues dans le dossier de consultation des entreprises.

IMPORTANT :

Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat avant de télécharger le dossier de consultation des entreprises, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'envoi d'une réponse électronique est obligatoire, selon les modalités précisées à l'article 7 du présent règlement de la consultation.

Les éléments indiqués dans le formulaire de candidature ou dans l'offre pourront faire l'objet, de demandes de précisions et de compléments.

4.1. Pièces constitutives de la candidature

Pour tous les lots, les candidats présenteront leur candidature sous la forme d'un DUME électronique. Ce mode de réponse a vocation à remplacer les formulaires DC1 et DC2.

Selon les dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission Européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leur capacités.

Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur **n'autorise pas** les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen (DUME) qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les candidats renseignent les informations pour les conditions de participation suivantes :

- la partie II: informations concernant l'opérateur économique ;
- **le cas échéant**, si et seulement si le candidat est concerné, la partie III: motifs d'exclusion ;
- la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices¹ ;
- la partie IV - C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ;
- la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ;
- la partie IV - C9) : l'outillage, le matériel et l'équipement technique à disposition pour l'exécution de la prestation.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Le Document Unique de Marché Européen n'a pas à être signé.

Le formulaire DUME est disponible sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Seul le DUME au format **.xml** a valeur probante.

Toutefois, après avoir créé votre DUME, nous vous recommandons d'en faire une copie en format Pdf.

Si en cas de problème technique de la plateforme <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le Pouvoir Adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le Pouvoir Adjudicateur (y compris par l'intermédiaire des formulaires DC1, DC2, K-bis etc).

4.2. Pièces constitutives de l'offre

Toute offre ne remplissant pas les conditions décrites, ci-dessous, est incomplète et sera donc considérée comme irrégulière conformément à l'article L. 2152-2 du code de la commande publique.

Les offres seront examinées conformément aux articles R. 2152-1 à R. 2152-3 du Code de la commande publique.

¹ Pour les entreprises ne possédant pas les chiffres d'affaires généraux pour la totalité de la période demandée, veuillez remplir la partie IV-B 3.

Le candidat devra fournir, pour chaque lot auquel il candidate, les pièces constitutives de l'offre suivantes :

Documents devant être fournis :

- L'acte d'engagement et ses annexes : le bordereau des prix unitaires (BPU) et le mémoire technique du candidat dûment complété conformément aux dispositions de l'article 4.3 du présent document.
- K-bis – de 3 mois.
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ou Postal.

Il sera demandé à l'attributaire de fournir l'acte d'engagement daté et signé.

4.3 CONTENU DU MEMOIRE TECHNIQUE

Pour chaque lot, le candidat devra fournir un mémoire technique expliquant les modalités d'exécution des prestations et montrant la manière de satisfaire à l'ensemble des clauses d'exécution du CCP.

Le mémoire technique devra détailler notamment les points suivants :

- La connaissance et l'expérience précédente du candidat dans le domaine objet du marché,
- Les modalités précises de livraison en lien avec les exigences du CCP.
- Le détail de la démarche de développement durable en lien avec l'objet du marché,
- La description détaillée, la qualité et la conformité du matériel mis à disposition
- Le service commercial accompagnant le suivi des commandes.

Attention : Le CCP détaille l'ensemble des éléments techniques et méthodologiques devant figurer dans l'offre du candidat.

Les documents remis par les candidats seront entièrement rédigés en langue française et exprimés en EUROS.

Si les documents fournis par un candidat en application de l'article 4 ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

5.1. Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers à l'article 4.1 du présent règlement.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, **il peut**, conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique, décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à **dix (10) jours**.

5.2. Sélection des offres

5.2.1. Critères

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 et suivants du code de la commande publique et donne lieu à un classement des offres.

Les critères pondérés de sélection des offres sont :

Critères communs aux trois lots :

Critères et sous-critères	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
Critère n°1 Valeur technique <i>Critère apprécié à partir d'un mémoire technique détaillant les points ci-dessous</i>		60%
Sous-critère n°1 : Compréhension du besoin : Conformité aux prescriptions techniques, appréciation des documents techniques et simplicité du mode d'utilisation du produit	40%	
Sous-critère n°3 : Suivi commercial : Disponibilité des interlocuteurs et service après-vente facilement accessible	20%	
Critère n°2 Prix des prestations <i>Prix appréciés sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) et du DQE (Le DQE est intégré au BPU)</i>		30%
Critère n°3 : Eco-responsabilité <i>Critère apprécié à partir d'un mémoire technique détaillant le point ci-dessous</i> <i>Le candidat devra détailler la démarche de développement durable en lien avec l'objet du marché</i>		10%

5.2.2. Méthode de notation

Les critères n° 1 et 3 seront notés de 0 à 10 points au regard du mémoire technique fourni par le candidat.
Le critère n° 2 sera noté de 0 à 10 points au regard des éléments financiers figurant au DQE et relatifs au bordereau des prix unitaires.

5.3. Suites de l'examen des offres

Conformément à l'article R.2152-1 du Code de la commande publique, les offres inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

En revanche, conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, une offre irrégulière pourra être régularisée, dans un délai maximum de **dix (10) jours**, sauf si elle est anormalement basse.

- Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrits,

Ou

- Si seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du Code de la commande publique ont été présentées,

La procédure sera déclarée infructueuse et elle pourra être suivie d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 6 : ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Conformément à l'article D.113-14 du Code des relations entre le public et l'administration, les entreprises et les organismes à but non lucratif ne sont plus tenus de produire l'ensemble des documents qui y sont cités².

Néanmoins, les pièces et attestations visées par l'article précité peuvent être déposées par le titulaire sur la

² Attestation de régularité fiscale émanant de la direction générale des finances publiques ; attestations de régularité sociale et de vigilance délivrées par les organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales etc...

plateforme à l'adresse suivante :
<http://www.e-attestations.fr>

En accord avec l'article L.113-13 Code des relations entre le public et l'administration, l'entreprise candidate devra donc renseigner et signer l'attestation sur l'honneur se trouvant en annexe du présent règlement de consultation.

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les plis seront obligatoirement remis **par voie dématérialisée**.

Les plis devront être envoyés à l'adresse suivante :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>
Avant la date limite de remise des offres fixée au :



Mercredi 29 avril 2020 à 12h

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :
<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>

La signature électronique n'est pas requise pour cette consultation.
Toutefois si une entreprise, qui en dispose, souhaite la mettre en œuvre, les conditions ci-dessous, devront être respectées.

7.1. Modalités relatives à la remise des offres par voie dématérialisée

Anti-virus :

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure.

La personne publique pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

L'heure de la plateforme est l'heure de Paris. Tous les événements intervenant en guichet de dépôt sont horodatés par l'horloge du serveur Marches-Publics.info, elle-même asservie à deux « serveurs de temps fiables » externes. Seule cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délai ». Il est souhaitable de s'assurer que votre horloge est correctement réglée et tient compte des éventuels écarts avec cette référence de temps.



Attention :

Les plis sont « hors-délai » si leur téléchargement se **termine** après la date et heure limite. Seule la bonne fin de transmission d'un dossier complet générera l'accusé réception valant attestation de dépôt. A l'instar des réponses sous forme papier, les réponses électroniques arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites ne seront pas examinées et seront supprimées.

Il est nécessaire de prendre des dispositions en fonction de la taille de vos plis, et de la vitesse de votre connexion.

Le mode de transmission électronique sécurisé choisi par le candidat doit permettre à l'OFB d'ouvrir les pièces transmises sans son concours, c'est-à-dire sans une intervention personnelle du soumissionnaire.

L'enveloppe virtuelle dénommée « pli » doit contenir les mêmes éléments que les plis papiers mentionnés au présent règlement de consultation.

Les soumissionnaires s'assureront que les fichiers transmis ne comportent pas de programme informatique malveillant (virus...).

Pour rappel et conformément aux dispositions de l'article R.2151-6 du Code de la commande publique, seule est ouverte la dernière offre reçue par le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres. Dans le cadre d'un envoi multiple, le candidat devra transmettre systématiquement et à chaque envoi l'ensemble des pièces demandées.

7.2. Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

**OFB
Direction Générale
Service commande publique
5 square Félix Nadar - Hall C - Bureau n°317-318 - 3^{ème} étage
94300 Vincennes**

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**MARCHE PUBLIC N°2020-AO-03 :
« Fourniture de matériels de télémétrie : technologie RFID » LOT...
+ NOM DU CANDIDAT + NE PAS OUVRIR –
COPIE DE SAUVEGARDE ».**

Ou

S'il le souhaite, le candidat peut déposer sa copie de sauvegarde :

- Par coursier ou par dépôt contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus en respectant les horaires d'ouverture de l'OFB.

Horaires d'ouverture de l'OFB : 09h00-12h00 14h00-16h00

Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cd-rom, DVD-rom, clé USB...) ou sur support papier, **doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres**. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres. Il est précisé que les documents, dont la signature est exigée, doivent être revêtus de la signature électronique.

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS

8.1. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif et/ou techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats doivent **faire parvenir une demande écrite au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres** via le bouton « Poser une question » de la plateforme dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> (recherche avancée par la référence de la consultation numéro 2020-AO-03).

Ou

Ils pourront contacter la personne suivante **par courriel** :

Renseignement(s) administratif(s) et technique :

Office Français de la Biodiversité

Service contrats et logistique

David LE BRAS

Tél: 02.98.33.34.97

Courriel: marches.publics@ofb.gouv.fr

Les candidats sont invités à privilégier la plate-forme pour le dépôt des questions, qu'elles soient administratives et/ou techniques.

Toutefois, les candidats ont l'obligation de formuler leurs questions par écrit.

Les réponses aux demandes de renseignement complémentaires seront communiquées à l'ensemble des candidats identifiés ayant retiré le dossier via la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), **au plus tard deux (6) jours** avant la date limite de réception des offres.

8.2. Renseignement sur le profil acheteur

Pour tout renseignement relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les demandes doivent être adressées au contact ci-dessous :

Pour joindre l'assistance, vous devez, d'abord, remplir un formulaire en ligne à <https://www.marches-publics.gouv.fr/assistance/?token=df253285-9884-4046-8fa6-5f3e87342d05> (pour tout type d'assistance).

Renseignez les rubriques qui vous concernent (< 1 minute) et indiquez votre numéro de demande à l'opérateur téléphonique qui aura ainsi accès à votre fiche complète.

Le numéro d'appel est affiché après validation de ce formulaire et dans les courriels de notification de changement d'état de chaque demande.

L'assistance téléphonique est joignable une fois ce formulaire renseigné, de 9h à 19h au 01 76 64 74 07.

8.3. Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Melun

43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630

77000 MELUN

Tél : 01 60 56 66 30

Fax : 01 60 56 66 10

Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature de l'accord-cadre
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature de l'accord-cadre).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité de l'accord-cadre ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

ARTICLE 9 : ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Attestation sur l'honneur :

En accord avec l'article L.113-13 Code des relations entre le public et l'administration, l'entreprise candidate devra donc renseigner et signer l'attestation sur l'honneur suivante.

Je soussigné (Nom, Prénom, Fonctions*)

* Joindre une lettre de pouvoirs le cas échéant

agissant au nom et pour le compte de la société (indiquer la forme de la société) :

Domiciliée (siège social) :

déclare sur l'honneur :

Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :

- Pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Liquidation judiciaire :

- Ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

Redressement judiciaire :

- Ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre ;

Situation fiscale et sociale :

- Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

Marchés de défense et de sécurité :

- Ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision d

Date, cachet de la société et signature du candidat

e justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- Avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

- Que les renseignements fournis dans le formulaire DUME³, et ses annexes, sont exacts.

NB - Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

³ Ou le DC2, le cas échéant, se reporter au dernier paragraphe de l'article 4.1 du présent règlement de consultation.